Le Grain de sable

N° 388 - Mardi 17 décembre 2002



EXCLUSIONS

Dans ce numéro

1. Les agriculteurs inondent Séoul pour protester contre l'OMC (Par Terry Park et Christian)
Plus de 70 000 agriculteurs, soutenus par leurs camarades travailleurs, étudiants et par d'autres forces progressives, ont pris d'assaut le parc situé sur le bord de la rivière Yeoido, près de l'Assemblée nationale, pour protester contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en raison de l'ouverture du marché du riz domestique et de l'accord commercial avec le Chili qui menace la vie et le porte-monnaie des travailleurs sud-coréens.

2. Le meilleur des cauchemars (Par Jerre Skog)
Cher monsieur, nous avons le plaisir de vous informer que votre code ADN a désormais été breveté par "Laboratoires Humains, SA" sous la référence J.D.#672391/974QD. À l'avenir, nous vous remercions de renoncer à créer toute progéniture requiérant l'usage de spermatozoïdes contenant notre code breveté, à moins de nous verser des frais d'étalon de 1850 dollars par descendant.



3. Argentine : La note de l'exclusion se paye avec des morts (Par Dafne Sabanes Plou)
Au début des années 90, le théologien brésilien Jung Mo Sung a réalisé une analyse détaillée de l'idéologie néo-libérale de marché dans son livre « Deus numa economia sem coração ». Il y affirme avec dureté que « l'exclusion et la mort des pauvres est une condition nécessaire à l'harmonie et l'abondance de ceux qui sont intégrés au marché. »

4. Santé : médecine ou barbarie ? (Par Michel Janson)
Les attaques sont plus insidieuses, et l'adversaire avance masqué, ce qui ne le rend pas moins dangereux, au contraire. Car comment croire, puis admettre, que cédant aux sirènes du marché, des médecins pédiatres cancérologues, traitent les enfants malades qui leur sont confiés comme des cobayes humains qui n'ont pour seul intérêt à leurs yeux que de leur conférer pouvoir et justification d'un système qui leur donne accès aux fonds publics sans contrôle, et à ceux collectés auprès du public à grands renforts de jeux du cirque, ou de numéros de saltimbanques, par des associations telles que l'ARC, ou par des médias en mal d'audimat dans le cadre de kermesses caritatives dénommées Téléthon.

5. Peut-on parler de corruption de la Lyonnaise en public? (Par Thierry Adam)
Désormais on ne pourra pas tenir, à la radio ou ailleurs, des propos évoquant la surfacturation et la corruption dans les marchés de distribution de l'eau et d'assainissement, en laissant entendre que ces pratiques sont systématiques. Le tribunal de Paris a en effet jugé récemment la plainte pour diffamation de La Lyonnaise contre Jean Philippe Joseph pour des propos tenus lors de l'émission de France Inter, "Terre à Terre" du 17 mars 2001.

6. Un autre Maroc est possible
Les participants marocains au 2° Forum Social Mondial de Porto Alegre (Brésil) ont voulu donner un prolongement local à ce mouvement citoyen mondial de mobilisation contre la mondialisation néo-libérale dont les effets néfastes sont durement ressentis par l'ensemble des peuples du monde et menacent l'équilibre écologique de la planète en organisant le 1° Forum Social Maroc qui se tiendra à Bouznika du 20 au 22 décembre

Les agriculteurs inondent Séoul pour protester contre l'OMC

Par Terry Park et Christian (Base21 Media Activists)
Traduction. Damien Landini. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Séoul – Corée du Sud

À l'image de l'eau qui inonde les rizières chaque année, les agriculteurs de tous les coins du pays ont envahi la capitale du pays pour protéger leur gagne-pain du capitalisme libéral. Plus de 70 000 agriculteurs, soutenus par leurs camarades travailleurs, étudiants et

par d'autres forces progressives, ont pris d'assaut le parc situé sur le bord de la rivière Yeoido, près de l'Assemblée nationale, pour protester contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en raison de l'ouverture du marché du riz domestique et de l'accord commercial avec le Chili qui menace la vie et le porte-monnaie des travailleurs sud-coréens. " L'accord coréo-chilien du FTA est néfaste aux gens modestes. Il ne bénéficie qu'aux riches ", affirme Yeon Tae, un militant coréo-argentin du Mouvement pour la Paix et la Réunification. " Les agriculteurs travaillent énormément, mais ils ne reçoivent aucun bénéfice. C'est clairement injuste. "

L'Association nationale des agriculteurs a organisé un énorme rassemblement. Les participants sont arrivés par pelotons de bus qui ont engorgé de nombreuses routes aux alentours de Séoul. Ils ont brandi des drapeaux rouge, vert et jaune, et beaucoup portaient des sacs de riz contenant des messages contre l'OMC. À la station de métro Yeoido, un groupe d'étudiants aux vestes bleues a salué l'entrée des foules par des chants de solidarité, et de nombreux agriculteurs ont exprimé leur enthousiasme à travers des étreintes, des rires, des poignées de main et de grands sourires. Dans le parc, la foule massive s'est regroupée près de la rivière Han en deux grands groupes. Ce fut un portrait bon enfant et coloré de la Corée du Sud dans le contexte terne et gris régnant sur la froide métropole.

Les différentes organisations solidaires regroupaient la Confédération coréenne des syndicats, les travailleurs des hôpitaux en grève, le Parti socialiste, le Parti démocratique des travailleurs et un nombre incalculable d'universitaires. Beaucoup d'organisations civiques et de réunification étaient également présentes. Tous ont exprimés fortement leur opposition à l'OMC et au FTA. Le candidat à la présidence, Roh Moo-hyun, a pris la parole lors de la manifestation en condamnant l'OMC comme source de déstabilisation de l'agriculture sud-coréenne suite à ce premier accord gouvernemental de libre échange commercial (FTA) avec un pays latino-américain. " Cet accord aurait dû être ratifié après que le pays ait trouvé une solution commune au problème et ait édicté des mesures protectrices ", a-t-il déclaré. Il a promis, s'il était élu, de maintenir de hauts prix pour le riz agricole et de combattre pour des taux d'intérêts peu élevés afin de diminuer les dettes.
Cependant, certains protestataires ont mal ressenti la présence du candidat du Parti démocratique Millenium et ont jeté sur le podium des œufs, des ordures et de la boue.

Après que la manifestation se soit achevée, la plupart des protestataires se sont dirigés vers les plus proches bouches de métro et stations de bus pour rentrer chez eux. Quelques centaines d'étudiants, d'agriculteurs et de travailleurs se sont joints aux 1 000 membres du KCTU, guidés par le candidat à la présidence du Parti démocratique coréen des travailleurs, pour tenir une petite manifestation militante face à l'Assemblée nationale en chantant des slogans critiques envers les zones économiques spéciales proposées. Des milliers de policiers de combat, certains vêtus de casques décorés de têtes de mort – symbole des escadrons de la mort et du parti nazi d'autres régions du monde –, ont alors entouré le cortège et empêché que d'autres agriculteurs ne rejoignent leurs camarades. De nombreux affrontements violents ont eu lieu avant que les manifestants ne soient finalement obligés de quitter la zone.

Photographies et vidéos
http://www.base21.org/show/show.php?p_cd=0&p_dv=0&p_docnbr=24022

Contact pour cet article. parkterry@hotmail.com ou dvs-b@t-online.de

Le meilleur des cauchemars

Par Jerre Skog. Écrivain suédois, musicien et observateur alternatif, vivant en Allemagne depuis 1999.
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Au commissariat :
— Monsieur l'Agent, on vient de m'agresser ! Un type armé m'a à l'instant volé mon portefeuille et ma montre !
— Nous nous en occupons immédiatement, monsieur. Puis-je avoir votre carte de crédit ?
— Bon sang, elle est dans le portefeuille qu'on vient de me voler ! Il faut que vous attrapiez le voleur d'abord.
— Dans ce cas, vous devez laisser des arrhes. Ce sera 200 dollars, s'il vous plaît.
— Mais enfin, puisque je vous dis qu'on m'a volé tout mon argent ! Je n'ai AUCUN moyen de paiement sur moi !
— Désolé, monsieur, dans ce cas je n'ai plus qu'à vous souhaiter une bonne journée. Merci de vous être arrêté chez "Corléone Droit & Ordre, SA" et pensez à acheter nos actions !

À la bibliothèque :
— Désolé, monsieur, de nos jours le rayon éducation n'a NI "Guerre et Paix" NI les œuvres complètes de Shakespeare NI "La Ferme des animaux". Nous n'avons tout simplement pas le rendement suffisant et notre chiffre d'affaires est médiocre. Et puisqu'il ne vous reste que très peu de fonds sur votre carte de crédit de bibliothèque, je vous suggère d'emprunter "Traits d'esprit et sagesse de George W. Bush" ou "Comment se faire des amis en bombardant des populations" par Donald Rumsfeld. Depuis que nous facturons à la page, ils sont devenus extrêmement bon marché ! Et la Bible fait l'objet d'une promotion spéciale : seulement 10 centimes ! N'oubliez pas de les rapporter dans les temps ! Sinon…

Publicité pour "Tax R Us" :
"Ne demandez pas ce que vous pouvez faire pour votre pays ! Demandez ce que vous pouvez payer pour votre

pays ! Pensez-y, les missiles sont la base de la démocratie, et ils ne sont pas donnés !"

En traversant la rivière :
— Eh, toi, t'as pas le droit de traverser ici. Faut que tu prennes le nouveau pont de luxe 20 km en amont qui coûte 2 dollars pour les piétons. Comment veux tu que la filiale de Worldcom "Pont de la Concorde, SA" fasse des bénéfices si vous n'emprunter que les vieux ponts pas chers ? En plus, celui-là est déjà vendu et il va être transporté à Yokohama !
— Mais je n'ai pas besoin d'un pont de luxe très cher, et je marcherai très lentement..
— M'en fiche ! Allez, dégage !

Chez "Monsanto, le roi du super fast food" :
— Un verre d'eau et un hamburger ? Tout de suite, monsieur. Voulez-vous de l'eau ordinaire du robinet avec saletés standard à 1 dollar le verre, ou de l'eau super-octane Monsanto légèrement modifiée high-tech enrichie en neutrons à 3 dollars ? Elle accompagne merveilleusement bien nos hamburgers de chenilles génétiquement modifiées.

Au deux barbus gras vêtus de vestes en cuir qui sonnent à la porte :
— 'jour, madame. Apparemment vous n'avez toujours pas réglé les 29,36 dollars que vous devez aux impôts. Nous sommes des Death Angels et nous aimerions savoir si vous préférez payer tout de suite ou vous faire casser les deux jambes ? Et n'oubliez pas les frais de collecte de 250 dollars ! Charmante petite fille que vous avez là… Ça serait dommage qu'il lui arrive quelque chose, n'est-ce pas ?

Le président, à la télévision :
— J'ai le plaisir de vous annoncer que nous allons économiser 32 milliards en externalisant notre défense nationale à la Guarde civile ukrainienne. Cela va nous permettre de consacrer 17 millions de plus à la défense et d'accorder des réductions d'impôts aux plus gros contribuables de 19 milliards au moins. Bien sûr, certains diront que cela nous coûte plus que ce que nous allons économiser. Mais dites-vous bien que nous le faisons pour l'Amérique et la Démocratie. Que Dieu vous bénisse tous !

À une réunion du comité d'administration de la "Nouvelle Société Anderson de Conseil et d'Administration" :
— J'ai le plaisir de pouvoir vous dire que notre offre d'achat des deux prochaines années de gouvernement au Zaïre, à Dubai, au Venezuela et à San Marino est un succès absolu. En conséquence, nous allons pouvoir falsifier les comptes sur une échelle sans précédent dans l'histoire économique. Au fait, est-ce que quelqu'un ici parle le zambien ?

Dans une Cour fédérale américaine :
— Votre Honneur, nous les jurés estiment que l'accusé, Arthur S. Greenpeace, est coupable d'avoir conduit un véhicule consommant moins de 15 litres au cent.
— C'est ainsi que vous jugez en votre âme et conscience ?
— C'est ainsi que nous jugeons en notre âme et conscience.
— Très bien. Arthur S. Greenpeance, au nom des "Services Juridiques Mobiles Exxon", je vous condamne à être envoyé à la "Maison de Correction Gambini" dans les caves du 1035 Main Street où l'on vous inculquera avec force le comportement patriotique approprié. Hé! I essaie de s'échapper ! Rattrapez ce petit salaud d'environnementaliste !

Une publicité sur l'autoroute :
"Laissez-nous vous envoyer dans les endroits de nos rêves ! Voyages Enron rêve votre bonheur pour vous !"

Conversation dans un hall d'entrée :
— Comment ça, on est tous vendus au grand capitalisme ? T'es complètement fou ou quoi ? Ça me coûte moins de 5 dollars de dommages et intérêts à la Compagnie du Sexe pour utilisation abusive de leur brevet quand ma femme et moi on se fait des calins. Je peux même payer par mensualités ! Oh, pardon, je n'avais pas vu que vous étiez une nonne.

C'est à la maison que se trouve le profit :
— Maman, il y a du Coca qui sort du robinet d'eau froide !
— Tais-toi et bois, Bertie ! Nous devons boire 20 litres de ce truc chaque semaine pour avoir le droit d'acheter de l'eau ! Et ils ont le contrat pour encore 2 ans !

À l'hôpital :
— Alors comme ça vous n'avez pas d'assurance maladie, pas de carte de crédit, pas d'argent et pas de domicile fixe ? Et vous voudriez que nous, à "Santé et Compassion", nous vous ôtions le couteau que vous avez dans le dos et que nous arrêtions l'hémorragie ? Non mais oh, faudrait peut-être revenir les pieds sur terre ! Vous devriez être contents qu'on ne vous facture pas le nettoyage de la moquette !

Journal d'information à la télévision :
"… le poste de procureur général a été attribué pour les 4 prochaines années à Cathy "la Grande" Bush, âgée de 5 ans, la dernière née du "Bush Impérial, SA", le florissant conglomérat-gouvernement. Un porte-parole de Mlle Bush indique que son projet politique consiste à combattre le terrorisme et à faire des caprices quand on lui refuse des bonbons."

Lettre à Jean Dupont :
"Cher monsieur, nous avons le plaisir de vous informer que votre code ADN a désormais été breveté par "Laboratoires Humains, SA" sous la référence J.D.#672391/974QD. À l'avenir, nous vous remercions de renoncer à créer toute progéniture requiérant l'usage de spermatozoïdes contenant notre code breveté, à moins de nous verser des frais d'étalon de 1850 dollars par descendant.
Cordialement,
Kenneth Lay, President"

Au centre-ville, à Pittsburg :
— Nous avons ici un rapport indiquant que vous n'avez pas payé votre taxe sur l'air depuis votre emménagement le mois dernier !
— Désolé, l'air est tellement pollué ici que je pensais que je respirais gratuitement dans cette zone.
— N'essayez pas de noyer le problème, petit malin ! Comment voulez-vous que les actionnaires des "Approvisionnements d'Air - Fours à Charbon" vivent si vous ne payez pas vos taxes ! Mais nous sommes un pays de liberté, vous avez tout à fait le droit de choisir d'arrêter de respirer !

Énervement dans le métro, rythmé par le son agressif de publicités sur mesure :
— Aaaaaaaaaaah! J'en ai rien à faire de ce que disent l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, je deviens fou ! Cette vie dans les États impériaux est devenue un véritable cauchemar !
— Faites attention à ce que vous dites, je travaille pour la CIA !
— Hé, mais vous n'êtes pas censés espionner sur le territoire national !
— Nous sommes l'Agence de Contrôle des Individus désormais, alors vous feriez mieux de la fermer et de vous tenir à carreau. Ou d'aller crever !

Et pour la fin :
"Louez-un-cercueil, SA" fait part pour le deuxième trimestre de bénéfices en augmentation de 37% suite à l'introduction du nouveau mode de recyclage pour les chers disparus, grâce auquel ils sont à nouveau utiles en étant transformés en nourriture pour chiens.

Après tout, l'Amérique des affaires sait ce qui est bon pour nous et nous pouvons lui faire confiance. Elle nous a bien montré son respect des lois, de l'éthique et de la morale, ces dernières années. L'Amérique des affaires a une intégrité et une honnêteté que seuls peuvent égaler les politiciens qu'elle a achetés ! L'idée que la plupart de ses principaux représentants sont avides, égoïstes et complètement amoraux n'est basée que sur de vilaines rumeurs ! Que pourrions-nous faire de mieux que d'accorder aux entreprises une liberté d'action totale ?

Contact pour cet article: jerre@skog.de

Argentine : La note de l'exclusion se paye avec des morts

Par Par Dafne Sabanes Plou
Traduction. Marta BENEDITO et Odile BOUCHET coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Les images des enfants sous-alimentés dans une des provinces aux sols les plus riches du pays, celle de Tucumán, appelée « le jardin de la république » pour la diversité et la beauté de sa flore, ont été un coup dur pour les argentins. La crise est toujours là malgré les annonces de relance faites par les bureaux gouvernementaux. Les conséquences des politiques néo-libérales imposées au pays durant les années 90 sont déjà tangibles et font leurs victimes parmi les plus petits et les plus vulnérables. Cette semaine 6 enfants sont morts de faim dans cette province et s'ajoutent aux 359 qui y sont morts depuis le début de l'année, mais pas tous pour des problèmes de malnutrition. Cependant, les froides froides statistiques signalent que chaque jour en Argentine 3 enfants meurent d'inanition ou de maladies liées à la pauvreté.

Au début des années 90, le théologien brésilien Jung Mo Sung a réalisé une analyse détaillée de l'idéologie néo-libérale de marché dans son livre « Deus numa economia sem coração ». Il y affirme avec dureté que « l'exclusion et la mort des pauvres est une condition nécessaire à l'harmonie et l'abondance de ceux qui sont intégrés au marché. »

« La mort des pauvres est une condition et une méthode pour l'implantation totale du système de marché ». Pendant les années 90, le PIB argentin a augmenté de 55% mais la richesse est restée en peu de mains et n'a pas été distribuée ; au contraire, les énormes sommes de devises furent détournées vers l'extérieur dans une fuite de capitaux sans précédent qui est allé grossir les biens des entreprises transnationales ou de la haute bourgeoisie argentine, aussi apatride que l'argent qu'elle manipule.

Depuis la dévaluation du peso intervenue au début de l'année, les salaires du marché officiel ont baissé de 20% et ceux du marché informel de 40%, alors que les produits de ce qu'on appelle le «panier de la ménagère» accumulent une hausse de 73,5%. Selon des études récentes de consultants privés, seulement 20% de la population touche des revenus supérieurs au niveau d'acquisition du panier moyen, alors que plus de 50% de la population vit dans la pauvreté. Les dernières statistiques montrent aussi que les salaires argentins sont les plus bas d'Amérique latine, équivalents à une moyenne de 230 dollars mensuels.

L'exclusion de l'enfance

Il y a des provinces argentines où 20% des nouveaux-nés souffrent déjà de malnutrition. Ils proviennent de foyers de chômeurs ou de sous-employés qui, depuis plusieurs années n'ont pas accès aux aliments de base, ni à l'attention due à leur santé, ni aux conditions minimum de dignité. La malnutrition infantile et la tragédie de la mort de faim des enfants, qui fait actuellement les unes et les reportages des principaux médias, ne sont rien d'autre que la partie émergée de l'iceberg d'une situation sociale qui explose. Les enfants sous-alimentés sont des enfants de mères mal alimentées et le fruit d'un système économique qui a provoqué une hausse brutale du chômage -plus de 22% de la population active-, la fermeture des usines et des centres de production agricole, et la concentration en peu de mains de la terre cultivable et des moyens de production.

La population paysanne s'est retrouvée dans les banlieues des villes en espérant y trouver de meilleures opportunités de travail. Mais il n'en fut pas ainsi, car la récession frappe aussi durement la population urbaine et les conditions de pauvreté s'aggravent dans les bidonvilles. Les plus affectés sont les enfants en bas âge. Si leur famille ne reçoit pas d'aide sociale de la part d'entités publiques ou privées, il est très probable qu'ils n'accèdent même pas une fois par jour à un repas complet. Le récit d'une mère tucumane racontant que son petit bébé, déjà mort, avait vécu un mois en prenant seulement une infusion de maté, est bouleversant.

La situation des enfants en âge d'aller à l'école n'est pas meilleure. La majorité des écoles publiques des zones bordant les grandes villes se sont transformées en restaurants populaires. Sur les quatre heures de classe, les enfants en passent la moitié entre le petit déjeuner ou le goûter et le déjeuner. Des études réalisées par des psychopédagogues montrent qu'une bonne partie des enfants ne réalise plus un apprentissage adéquat. Ils vont à l'école pour manger et parce qu'ils s'y sentent surveillés. Ils jouent avec leurs amis, à l'abri de la rue pour quatre heures, mais ils ne font pas leurs devoirs et n'étudient pas. Les séquelles de la mauvaise alimentation reçue depuis tout petits sont déjà notoires. Selon un rapport de la Société Argentine de Pédiatrie, les enfants des foyers les plus pauvres, qui ont reçu une alimentation insuffisante durant les 2 premières années de leur vie, présentent en arrivant à l'âge de cinq ans un coefficient de développement inférieur à la normale. Il est difficile d'être attentif en classe lorsque l'estomac est vide.

Maintenant que les photos des sous-alimentés peuplent les principaux journaux, une grande campagne sera faite pour alimenter les familles pauvres de Tucumán. « Nous irons de maison en maison » remarque Hilda « Chiche » Duhalde, l'épouse du président de la Nation, qui surenchérit pour être considérée comme la championne de la solidarité envers les plus nécessiteux. Certes, les sacs de nourriture et les soins de première urgence sont plus que nécessaires dans les foyers les plus démunis, mais les autorités mettront-elles pour autant en question le modèle économique dominant qui génère pauvreté et exclusion ? Dans quelle mesure évitera-t-on de tomber dans des pratiques clientélistes, où l'électorat pauvre est sans aucun doute un rouage du système ?

Dans un reportage radio, un représentant des organisations populaires signale que « dans les « piquetes » (groupes de chômeurs organisés,ndt) il n'y a pas d'enfants sous-alimentés ». Là, le travail solidaire, le soutien mutuel et le partage des ressources permettent d'éviter des situations extrêmes. Les mouvements sociaux de base s'efforcent d'éviter à leurs jeunes et à leurs enfants de perdre leur force physique et intellectuelle. Si l'on veut lutter pour une société plus juste il faut des dirigeants lucides et pour lutter contre la faim distribuer gratuitement des repas ne suffit pas. Forger des hommes et des femmes sains, alphabétisés et informés de leurs droits est un devoir social. En finir avec des années d'exclusion aussi.

Service informatique « alai-amlatina ». Agence latinoaméricaine d'information.
Contact pour cet article. Grano de Arena informativo@attac.org

Santé : médecine ou barbarie ?

Par Michel Jeanson. Secteur Santé de l'Union des Familles Laïques (UFAL)

Revenir aux valeurs pour comprendre

Vouloir peser dans le débat sur la santé, ce n'est pas simplement demander plus de moyens pour la médecine. C'est aussi pointer du doigt et mettre à jour des pratiques qui résultent d'une marchandisation croissante de la santé.

Or celle-ci ne se traduit pas seulement par une volonté farouche des laboratoires ou des compagnies d'assurance de mettre la main sur la sécurité sociale ou sur le financement des actes de soins. La dérégulation appelée de leurs voeux par les libéraux de tous poils, sécrète des pratiques médicales érigées en systèmes opaques au sein desquels des " mandarins de la médecine " constitués en castes, traquent des financements d'origine privée ou caritative.

La grande mystification idéologique du libéralisme, c'est de prétendre que " la main invisible " du marché conduit à une autorégulation des mécanismes qui le régissent, et que de ce fait, l'Etat doit, non seulement abandonner des pans entiers de l'activité économique et sociale au secteur marchand, mais qu'en outre, il doit laisser ce même marché créer son corpus de contrôle autonome. Or, pas plus que les marchés financiers ne se sont autorégulés, voir l'affaire Enron qui est la parfaite illustration de l'utilisation par quelques dirigeants de ce qu'autorise le marché pour monter une escroquerie gigantesque, pas plus que la décentralisation (qui est une forme particulière de la dérégulation) va, par génération spontanée, sécréter une administration plus efficace, pas plus que l'industrie va réguler, par elle-même, ses émissions polluantes de gaz à effet de serre, la médecine n'adoptera des fonctionnements éthiques, au sein d'une société qui a fait du profit son unique référence, en l'absence d'un contrôle de l'Etat. Car là est bien la question politique: quelle est la boussole qui doit guider l'organisation de la société ? Schématiquement, deux conceptions s'affrontent.

- L'une, qui forge la pensée dominante, est celle de la recherche du profit par une optimisation des mécanismes de marché, sous son contrôle exclusif. Pour les tenants de cette conception, le marché, naturellement, tend vers un fonctionnement à la fois harmonieux et efficient. La seule raison d'être de l'Etat



est de permettre au marché de croître en écartant tout ce qui lui fait obstacle. Les Institutions européennes, défendent très clairement cette position, au nom, comble du cynisme, de l'intérêt Général.

- L'autre, dont nous nous réclamons, est fondée sur la conclusion d'un contrat social explicite et démocratiquement débattu puis adopté. L'Etat, émanation de cette volonté commune, est garant du respect des règles ainsi définies.

Bien entendu, cette seconde conception, est dénoncée comme " ringarde " par les tenants de la première, qui proposent de confier au marché toute activité solvable, et à la charité et "au bon coeur" celles qui relèvent, aux yeux des seconds (dont nous sommes) de la fraternité républicaine.

Privatiser le financement de la médecine, et de la recherche, c'est admettre la barbarie.

Loin d'être un débat philosophique de salon, cet affrontement porte sur des enjeux essentiels, y compris, pour ne pas dire surtout, dans le secteur de la santé qui cristallise les deux positions d'une manière d'autant plus virulente, que non seulement, il s'agit de l'accès à des mannes, énormes, et qu'en outre, chacun comprend ce qu'il adviendrait d'une médecine totalement livrée au Marché. Pour autant, la situation actuelle n'est pas celle qui permettrait de constater que la médecine se situe, pour l'instant du "bon côté" d'une ligne de démarcation nette qui séparerait solidarité et Marché, tout en étant menacée de basculer de l'autre côté, celui du Marché.

Les attaques sont plus insidieuses, et l'adversaire avance masqué, ce qui ne le rend pas moins dangereux, au contraire. Car comment croire, puis admettre, que cédant aux sirènes du marché, des médecins pédiatres cancérologues, traitent les enfants malades qui leur sont confiés comme des cobayes humains qui n'ont pour seul intérêt à leurs yeux que de leur conférer pouvoir et justification d'un système qui leur donne accès aux fonds publics sans contrôle, et à ceux collectés auprès du public à grands renforts de jeux du cirque, ou de numéros de saltimbanques, par des associations telles que l'ARC, ou par des médias en mal d'audimat dans le cadre de kermesses caritatives dénommées Téléthon. Or confier de fait, les cordons de la bourse de la recherche médicale à ces "opérateurs", revient, fondamentalement, à accepter les malversations qui y son inhérentes (l'ARC) et cautionner le fait que les médecins en oublient leurs missions premières pour devenir essentiellement des collecteurs de fonds dont l'utilisation n'est fondamentalement contrôlée par personne, notamment pour éviter de rendre public des pratiques qui auraient pour effet de tarir une source qui irrigue au-delà des seuls médecins et chercheurs.

Une illustration édifiante, le traitement des enfants cancéreux.

Les conditions de traitement des enfants atteints de cancers à tumeur solides(dont les tumeurs touchent des tissus osseux, mous, le cerveau et le système nerveux), c'est à dire non hématologiques, type leucémie, illustre la manière dont des mandarins phagocytent le système et les ressources découlant de la médiatisation des enfants atteints, en organisant leur prise en charge en réseau sous l'égide d'une société savante - la SFOP - qu'ils contrôlent. Dès lors, ils ne peuvent tolérer que des praticiens, experts dans leur spécialité, offrent une alternative thérapeutique en individualisant les traitements en fonction des besoins des patients. Cette situation a d'ailleurs été abondamment et minutieusement présentée dans un livre d'investigation intitulé "enfants cobayes" rédigé par deux journalistes, Pierre Lacombe et Loïc Dufour paru cette année aux éditions Michalon.

Il est à noter que ce type de cancer touche finalement et heureusement que peu d'enfants chaque année. De l'ordre de 1200 cas. Ils n'intéressent donc que faiblement le monde médical et celui de la recherche, sauf, évidemment, pour leur versant éminemment médiatique. En outre, leur rareté (1200 cas/an souffrant de plusieurs dizaines de diagnostics différents, le plus courant - ostéosarcome - comptant moins de 100 nouveaux cas/an à rapprocher des 250000 cas d'adultes) fait qu'un praticien hospitalier n'est mis qu'exceptionnellement en contact avec de tels malades, d'où une absence d'expérience de leur part, quant à la manière d'appliquer les traitements à mettre en oeuvre même et surtout si ceux ci sont standardisés.

Malgré leur petit nombre et la grande variété des diagnostics, les cancers d'enfants ne sont pas considérés ni pris en charge comme des maladies orphelines, au contraire ils sont intégrés dans un modèle centralisateur contrôlé par les mêmes organismes qui mobilisent l'essentiel des ressources de recherche pour les cancers d'adulte et pour lequel " tant qu'on aura pas 100% de guérison il faudra considérer chaque enfant comme un cas de recherche". (extrait de la brochure du GFECLE** mars 2001).Selon le cas l'enfant sera pris en charge comme suit :

Soit le cas ne fait pas l'objet de recherches

Tout enfant pour lequel un cancer à tumeur solide est diagnostiqué - par biopsie et anatomopathologie - en France est dirigé localement vers un des 35 services s'occupant de cancers d'enfants. La reconnaissance de cette compétence est assujettie à l'application des Protocoles Standards définis et recommandés par la SFOP (Société française d'Oncologie Pédiatrique, société savante qui est la caution scientifique de l'IGR dont elle est l'émanation).

De fait, 34 des 35 centres - i.e : tous les services en France sauf l'Unité Delepine à Avicenne - appliquent ces protocoles, ce qui n'est pas sans poser un grave problème de qualité des thérapies car 31 centres (si

l'on retire les centres très spécialisés que sont l'IGR, Curie, Lyon Bérard, La Timone et l'Unité Delépine) se partagent sans doute moins de 800 cas par an. Les médecins y sont notablement sous-expérimentés, du simple fait qu'ils ne rencontreront une pathologie courante (10 à 12 cas par an en France) qu'une fois tous les 2 à 3 ans et certains diagnostics rares qu'une fois dans leur vie professionnelle.

Or les enfants sont traités par chimiothérapie - par injection de poisons violents qui visent à nécroser les tumeurs, aussi difficiles à mettre en oeuvre que le geste du chirurgien qui vise à les éradiquer avec ses scalpels et bistouris -

S'agissant de détruire les cellules cancéreuses et pas les cellules saines, tel produit injecté à trop faible dose ou avec retard perdra une grande partie de son impact et donnera des effets indésirables contraires. Comme des actes chirurgicaux complexes mettant en jeu le pronostic vital, nécessitent une expérience et une expertise particulières, les chimiothérapies devraient n'être pratiquées que par des médecins expérimentés. Comme tel n'est pas le cas, parce que l'on souhaite garder une organisation pyramidale et pseudo décentralisée, les protocoles SFOP - issus de la recherche pratiquée sous son égide - ont été notablement banalisés pour pouvoir être appliqués par des équipes peu ou pas expérimentées et éviter les accidents de chimio.

Par le simple fait d'appliquer en toute bonne foi un protocole standard de la SFOP le médecin obère les chances de rémission de l'enfant, par contre il satisfait à son obligation de moyen tout en s'exonérant de la responsabilité thérapeutique et de la très difficile mission de suivre les patients 24 heures sur 24, ce qui est le lot du praticien clinique.

Pour les cas éligibles à la recherche dans le cadre des ETR le rabattage des cobayes humains est organisé.

Chaque cas diagnostiqué entrant dans l'éligibilité à un Essai Thérapeutique dans le cadre d'un programme de Recherche visé par la SFOP est présenté à l'Institut Gustave Roussy (IGR) qui pilote ces essais multi-centriques.

Cette procédure est obligatoire pour les centres SFOP ainsi qu'en a témoigné le Pr Sommelet devant la commission du Sénat -29/05/2001 : " La recherche clinique est réelle sur le plan national. Elle est multicentrique. Les centres doivent s'engager à enregistrer leurs patients dans les essais thérapeutiques. La recherche est intégrée aux soins quotidiens. Ainsi, 90 % au moins des malades atteints de leucémie et 70 % au moins des malades atteints de tumeurs solides sont enregistrés dans les essais thérapeutiques. En effet, il n'existe pas d'essai thérapeutique pour tous les sous-types. Par contre, moins de 5 % sont enregistrés dans les essais thérapeutiques en oncologie adulte. Les essais et études sont nombreux, avec peu de malades. Ainsi, il existe actuellement 34 études et essais couvrant les leucémies et les tumeurs solides de l'enfant."

Nombre de ces enfants sont ainsi inclus dans des Essais Thérapeutiques Randomisés (ETR) c'est à dire que dont le protocole sera attribué par tirage au sort.A Gustave Roussy les dossiers sont instruits par des "chercheurs" qui, sans jamais voir le patient, déterminent le protocole à suivre, calibré selon l'âge, la taille et le poids de l'enfant. Ce traitement qu'il devient "impératif" d'appliquer jusqu'au bout, est envoyé au centre afin d'être appliqué par un médecin qui n'a alors plus qu'à administrer le traitement qui a été prescrit à distance. N'étant que très exceptionnellement confronté à de tels cas, le médecin hospitalier n'a pas l'expérience lui permettant d'intervenir de façon critique dans la prescription. Par ailleurs, il bénéficie d'une caution médicale hégémonique, celle de l'équipe de l'Institut Gustave Roussy, qui est la seule à délivrer diplôme universitaire dans ce domaine, et donc qui est déterminante dans la carrière de ces médecins qui exercent dans une spécialité qui ne peut être accueillie exclusivement que dans le milieu hospitalier.

Il est constant, comme le démontrent des études menées entre autre aux USA, que l'inclusion de patients dans des essais multi-centriques obèrent les chances de guérison de 20 à 30 %.

Le chantage sur les parents

Les parents ne se voient offrir aucun choix, et sous la pression résultant de l'annonce que leur enfant est atteint dut Cancer se trouvent dans la quasi-obligation de signer l'acte d'inclusion de leur enfant dans ce système, (contrairement à la loi sur le consentement éclairé) et d'autant qu'aucune alternative ne leur est proposée. Il est constant que des parents concernés témoignent du chantage dont ils ont été victimes de la part des tenants de ce système : le refus de signer ou la demande d'explication recevant en réponse une menace de refus de tout traitement. Le député Hage a à ce propos, posé une question orale à l'assemblée en juin 2001, et des parents ont déposé des plaintes auprès du parquet de Paris qui a décidé de les instruire.

Médecine ou barbarie, le profit a tranché

Ni les protocoles sous-tendant ces essais thérapeutiques, imposés aux enfants et à leurs parents, ni les résultats obtenus n'ont à ce jour jamais été publiés. C'est donc dans une approche déshumanisée, n'offrant pas aux enfants une certitude d'administration des produits selon une posologie adaptée à leur situation personnelle que sont fait ces essais, autrement dit, en les privant, souvent, d'une chance de rémission auxquels des traitements individualisés les auraient conduits. La question de la recherche médicale, qui sert de caution à ce système, doit être posée de telle sorte qu'elle ne menace pas la vie des patients. D'ailleurs, la pratique de l'étude médicale

visant à considérer de manière critique et transparente les résultats obtenus, après administration par un médecin doté de l'expérience et des compétences suffisantes, de traitements qui offrent la plus grande chance de survie au malade est la seule qui soit conforme à la déontologie médicale, et qui tourne le dos à ces essais standardisés, dont l'histoire nous a enseigné à quelles horreurs elles pouvaient donner lieu.

Il n'existe qu'une Unité médicale qui refuse ces pratiques L'unité d'oncologie pédiatrique de l'hôpital d'Avicenne à Bobigny en Seine saint Denis est le seul service de cancérologie pédiatrique de France qui individualise les traitements aux petits patients qui lui sont confiés. Cette unité, (la qualification de service lui a été refusée), est dirigée par le Docteur Delépine.

La mobilisation des familles des enfants en traitement dans cette unité prouve l'attachement à l'équipe médicale qui la compose et qui a toujours mis au centre de ses préoccupations la santé des enfants dont elle a la charge. Ce succès s'explique. En effet, les travaux de cette équipe médicale ont donné lieu à de nombreuses publications qui ont conduit à une reconnaissance internationale. Il ressort, par ailleurs de ces résultats que les taux de rémission obtenus, en les comparant par recoupement et hypothèses à ceux du système officiel qui n'individualise pas les traitements, lui seraient de 25 à 35% supérieurs.

De nombreux parents ont également témoigné, que le Docteur Delépine avait sauvé leur enfant déclaré perdu par le système officiel. Certains de ces témoignages ont d'ailleurs conduit le 25 octobre dernier, le tribunal de Paris auprès duquel le Dr Delépine avait porté plainte contre M Tursz, Directeur de l'institut Gustave Roussi, a condamné ce dernier pour diffamation. Cette équipe est menacée parce qu'elle dérange.

Cette unité est la seule, en France, qui n'applique pas mécaniquement les protocoles médicaux qui sont édictés par l'Institut Gustave Roussy, qui, sous prétexte de recherche thérapeutique, inclut des enfants dans des essais dont la finalité a été dévoyée au profit d'une caste médicale qui s'arroge autorité scientifique, pouvoir d'excommunier et collationne les aides caritatives. Ceci n'empêchant pas de collecter aussi l'argent de la Sécurité Sociale laquelle paye indifféremment les traitements d'essais comme les soins cliniques individualisés. Dans ce cadre, l'individualisation des traitements, dérange le système officiel, il faut donc éliminer toute opportunité démontrant qu'on peut faire mieux que celui-ci. Cette situation n'est pas sans rappeler l'Affaire du sang contaminé ou le scandale de l'ARC.

C'est en effet, toute la survie du droit des enfants à bénéficier de soins s'inscrivant dans le cadre d'une alternative thérapeutique qui est posée. Il n'est évidemment pas question pour les laïques que nous sommes, de refuser les nécessaires études thérapeutiques, mais il convient d'une part que soit respecté le droit absolu des parents de refuser que leurs enfants soient captés, de manière quasi obligatoire, par un système qui combat toute intervention individualisée, et d'autre part que les protocoles de ces essais, ainsi que leurs résultats, soient audités par des organismes indépendants.

En effet, la concurrence, au demeurant souhaitable, que fait ce service au système officiel, démontre qu'il est possible de traiter des enfants réputés perdus. Aux yeux du système officiel, c'est donc la menace de voir lui échapper un monopole qui lui procure pouvoir hospitalier, et avantages financiers co-latéraux, qui légitime les attaques incessantes dont l'unité d'oncologie pédiatrique de l'hôpital d'Avicenne est l'objet, au point d'être sous la menace imminente d'une fermeture. En effet, l'APHP, dont dépend cette Unité est un allié objectif et particulièrement virulent du système officiel. D'une cinquantaine de lits à l'Hôpital Hérold, avec le Pr Mathé à sa tête, puis avec une quinzaine de lits à Robert Debré en 1988 pour se réduire à 7 lits aujourd'hui, qui sont menacés de fermeture.

Pourquoi nous devons prendre position

Cette affaire pose deux problèmes :

Tout d'abord qui doit être au centre de l'acte de soins : les patients ou le pouvoir d'une caste hospitalière et l'argent ?

Combattre la loi d'airain du Marché force une réponse est sans appel : Nous savons que la santé n'est pas une marchandise, et médecine et argent privé font rarement bon ménage. Là encore l'ARC et sang contaminé illustrent les dangers d'une " mercantilisation " et d'une absence de contrôle des pratiques thérapeutiques. Nous avons donc résolument choisi d'être aux côtés des patients pour lesquels nous défendons les droits à l'égalité d'accès à des soins de qualité, c'est à dire qui leur sont adaptés.Fort de cette réponse, nous sommes aux côtés de l'équipe médicale de l'unité d'oncologie pédiatrique de l'hôpital d'Avicenne à Bobigny qui lutte pour restée ouverte et pour la survie des enfants qu'elle a recueillis, souvent d'ailleurs, après qu'ils aient été rejetés, parce que considérés comme condamnés, par le système officiel.

Deuxièmement, il se pose un problème de démocratie

La médecine n'appartient pas plus aux médecins que la sécurité n'appartient aux policiers. Si la technicité, et le professionnalisme des médecins doit être respecté, la pratique médicale doit s'inscrire dans le cadre démocratique qui fonde le contrat social. Dans ces conditions, l'Etat a le devoir de vérifier les pratiques thérapeutiques, et leur adéquation avec la volonté des citoyens. Il n'est pas tolérable que les protocoles de recherche, ainsi que les résultats soient tenus secrets. Le président de la République, et avec lui, le gouvernement, veulent nous faire croire qu'ils s'engagent, à tout faire pour combattre le cancer.

Pourtant, dans les faits, ce sont une poignée de " médecins voyous " et quelques responsables administratifs d'hôpitaux complices, qui décident, de la façon dont seront traités, ou pas, les enfants cancéreux. Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent, dit-on trop souvent. Les enfants en attente de traitements qui leur sont adaptés, et que le système médical officiel a souvent condamnés, ont pu croire à ces promesses. Ils risquent de le payer de leur vie.

Un cas dramatique à faire connaître

Par ailleurs, cette bataille pour la sauvegarde de cette unité de soin a " une sorte " de figure emblématique. Il s'agit de la petite Orlane, originaire de la région de Nantes, bientôt 3 ans, dont la seule chance de survie est de bénéficier de traitements individualisés. L'UFAL de Nantes, depuis plusieurs semaines a engagé une mobilisation pour que cette enfant soit admise dans ce service de l'hôpital Avicenne et soit soignée par les médecins que lui ont choisis ses parents. Plus de 5000 signatures ont été recueillies, la presse locale, -Presse Océan, Ouest France- s'est faite l'écho de cette mobilisation. La seule réponse tangible des autorités, aujourd'hui, est la tentative de fermeture de l'Unité d'Avicenne, qui n'a pu être évitée que grâce à une intense mobilisation. Le Comité Orlane, constitué à l'initiative de l'Ufal de Nantes, a décidé d'adresser une lettre ouverte au Président de la République, avec le soutien de parlementaires et d'élus locaux. Celle-ci sera rendue publique très prochainement.

Un mot d'ordre central : Faire vivre l'espoir, faire espérer la vie

Faire de la politique, c'est combattre pour que des idées justes triomphent de la barbarie. C'est donc pour que ces enfants et leurs parents continuent de se voir offrir une chance de survie que l'unité d'oncologie pédiatrique de l'hôpital d'Avicenne à Bobigny en Seine Saint Denis, qui est la seule à permettre de combattre un système, qui en son absence, aurait l'implacabilité d'une perfection digne de Orwell ou du système soviétique de la glaciation stalinienne, doit rester ouverte, et doit être dotée des moyens nécessaires à son fonctionnement. C'est par respect pour la vie d'une enfant de 3 ans, que la petite Orlane doit y être admise immédiatement "

Contact pour cet article. ufal@infonie.fr

Peut-on parler de corruption de la Lyonnaise en public?

Par Thierry Adam

Désormais on ne pourra pas tenir, à la radio ou ailleurs, des propos évoquant la surfacturation et la corruption dans les marchés de distribution de l'eau et d'assainissement, en laissant entendre que ces pratiques sont systématiques.

Le tribunal de Paris a en effet jugé récemment la plainte pour diffamation de La Lyonnaise contre Jean Philippe Joseph pour des propos tenus lors de l'émission de France Inter, "Terre à Terre" du 17 mars 2001.

Exactement le passage incriminé dit ceci: « Alors concrètement comment Vivendi a pu faire. Vivendi a essentiellement utilisé toute une série d'outils stratégiques et juridiques, de corruption aussi, puisqu'un certain nombre d'élus - pas seulement Vivendi, il y a aussi la Lyonnaise des Eaux et les autres - il y a un certain nombre d'élus qui ont dit que la corruption était au coeur de ces marchés-là . Alors quand on utilise la corruption pour avoir accès à des marchés on passe déjà par un système qui est hors marché. Ca va être l'arrosage d'un club de foot, de financements etc. pour avoir accès à un marché. C'est la première chose. Deuxième chose, il va y avoir pompage des ressources de manière régulière . Ca va faire surpayer les factures d'eau. A Avignon, l'eau était surfacturée de 3 francs . Autre cas, ça va être des entreprises qui vont faire payer des infrastructures deux fois alors que ce n'était pas nécessaire ; elles vont faire payer des frais de structure etc etc, donc elles vont utiliser le contrat de l'eau et tout ce qui est autour de la gestion de l'eau pour récupérer toute une série de sommes qui vont leur permettre après à la fois de grossir et à la fois d'investir dans d'autres secteurs . »

Le jugement, s'il condamne JP Joseph à 1 euro symbolique, ne va pas jusqu'aux exigences de la Lyonnaise qui voulait des indemnités fortes (5000 euros), des excuses publiées etc... Un euro de dommage et intérêt. Comme Jean-Luc Englander, maire de St Michel sur Orge qui avait eut le courage avant lui de dénoncer la corruption à laquelle il assistait tous les jours.

La Lyonnaise cherchait là encore une condamnation symbolique qui ne fasse pas trop de bruit mais qui verrouille tout discours pouvant porter atteinte à leur image et donc à leur intérêt.

Jean Philippe cite dans son réquisitoire de preuve, l'ouvrage de Roger CANS, "La ruée vers l'eau", celui de Raymond Avrillier, "Le système Carignon", des documents d'origines canadiennes, plusieurs décisions de justice, un rapport de la Cour des comptes, un autre de la chambre Régionale des Comptes d'Idf, une décision du conseil de la Concurrence, un rapport d'information parlementaire et un extrait du compte-rendu des débats du Conseil de Paris. Il fait citer 2 universitaires (David Hall et Bernard Maris), deux élus locaux (JL Englander (St Michel sur Orges) et R.Avrillier (Grenoble), un journaliste (JF Jullierd) du Canard Enchainé, et un syndicaliste de Vivendi (JL Touly)

Sur la question de la corruption : Le cas avéré et jugé de l'affaire de Grenoble est bien sûr recevable Mais il n'est pas suffisant pour prouver de façon "complète et claire" la corruption de ces marchés. Beaucoup d'articles de journaux, notamment du "Canard

enchainé" sont aussi produits qui suggèrent (à défaut d'être des preuves acceptables pour une cour) la corruption pour des filiales de la Lyonnaise mais dans des secteurs différents de celui de l'eau.

D'autres affaires sont évoquées, notamment par David Hall, directeur du PSIRU (Unité de Recherche de Public Service International, la confédération mondiale des syndicats du service public 510 syndicats dans 154 pays) comme celles de La Réunion et d'Angoulême : mais elles concernent Vivendi, pas la Lyonnaise

Les éléments rapportés par Tony Clarke (PSIRU) sur des cas avérés de corruption ne sont pas jugés pertinents en ce qu'ils concernent l'étranger alors que les propos de Joseph se limitent au cas français. Une aubaine. Car Jean Philippe aurait évidemment pu généraliser son propos au comportement des multinationales à l'étranger.

On retiendra donc ceci : quelle que soit notre connaissance de la corruption effective, notre conviction sur les véritables relations entre élus et industriels, nous ne pouvons pas, pour ce qui concernent les marchés de l'eau et de l'assainissement, parler publiquement de corruption généralisée voir même fréquente pour la Lyonnaise des Eaux. Il va falloir attendre que beaucoup plus d'affaires fassent surface et soient jugées. Encore que, quand bien même cela arriverait, vu les lenteurs de la justice, les firmes auraient beau jeu d'affirmer que ces pratiques appartiennent au passé.

Sur le "pompage des ressources" et les surfacturation.

L'argumentaire s'appuis entre autre sur le rapport de 97 de la Cour des Comptes et sur le rapport de mai 2001 de Yves Taverernier, député, rapporteur aux finances.

Ces rapports insistent particulièrement sur le manque de contrôle et la différence nette des prix pratiqués entre gestion en régie directe et gestion déléguée (13% d'éccart) (NB : d'autres rapports et études ultérieures, plus exhaustives, non étudiées dans ce procès, font état d'un écart atteignant les 30%)

Le rapport de la cour des comptes, de la chambre régionale d'Ile de France montrent bien que le délégataire fait état dans ces comptes de charges qu'il ne justifie pas. De même, est citée une déclaration de Jacques Michel, un expert en renégociation comme quoi "9 contras sur 10 sont surfacturés". Mais Jacques Michel n'a pas souhaité venir déposer. (NB : Il faut préciser que M.Michel, nationalement reconnu maintenant, a décidé de lever le pied par rapport à ces affaires après s'être largement investit. Il a aussi été en 1994 la cible d'une tentative d'intimidation violente organisé par le directeur de la CMESE, filiale de la CGE; faits avérés et jugés d'ailleurs). Son témoignage, ainsi que celui de nombreux élus, a donc manqué. Il n'aurait pas été difficile de montrer cette sur facturation. Mais il faudra du temps pour que les langues se délient.

Certes, outre le cas Grenoblois, le jugement de Castre (facturation abusive des droits d'entré) a été présenté. Mais cela ne suffit pas. Il aurait fallu 10 ou 15 affaires jugées. Certaines sont en cours. D'autre vont l'être, suite à la constitution d'association d'usagers ou l'appropriation de la gestion de l'eau par des associations qui entendent seulement lutter contre les abus des multinationales. Mais cela est nouveau et prendra du temps : se procurer les pièces des dossiers, les creuser, entamer une procédure auprès du tribunal administratif ou d'instance; attendre le jugement; Tout cela pourra durer des années.

Faut-il le faire? Oui. Si on veut pouvoir continuer à affirmer ce que l'on sait. Mais aussi parce que c'est un moyen de conquérir l'expertise technique et législative, leviers indispensables quand on entend être des interlocuteur de la force publique et relais de contre proposition. La participation citoyenne est sans doute à ce prix.

Contact pour cet article. t-adam@club-internet.fr

Un autre Maroc est possible

Premier Forum Social Maroc
Bouznika 20-22 décembre 2002

Les participants marocains au 2° Forum Social Mondial de Porto Alegre (Brésil) ont voulu donner un prolongement local à ce mouvement citoyen mondial de mobilisation contre la mondialisation néo-libérale dont les effets néfastes sont durement ressentis par l'ensemble des peuples du monde et menacent l'équilibre écologique de la planète en organisant le 1° Forum Social Maroc qui se tiendra à Bouznika du 20 au 22 décembre sous le thème " UN AUTRE MAROC EST POSSIBLE "

- Parce que la question sociale se pose avec acuité au Maroc, tant sur le plan de l'éducation, de la santé que de l'emploi et du logement et que lon assiste à un accroissement dramatique de la grande pauvreté

- Parce qu'il est grand temps de dire stop à la dilapidation des biens publics, au gaspillage et à la corruption, à l?hémorragie qui frappe l'ensemble des secteurs publics

- Parce que cette situation n'est pas une fatalité mais bien le résultat de choix qu'il ne faut pas laisser aux seules sphères politiques, économiques et financières car leurs conséquences pèsent lourdement sur les travailleurs et les secteurs marginalisés de la société

- Parce que le Maroc ne fait pas exception, mais subit, comme tous les pays de la planète, l?impact des politiques libérales dictées par les grandes puissances, les multinationales et les instances financières et commerciales internationales

attac

- Parce que la zone de libre échange avec l?Union européenne fait planer de lourdes menaces sur des pans entiers de l'économie marocaine et sur l'emploi.

- Parce que l'on ne peut pas laisser la jeunesse entre le marteau et l'enclume, celui d'un monde dominé par les logiques du profit et du marché au mépris de la personne humaine et de lavenir de notre planète et celle d'un retour passéiste à des valeurs et des modes de vie révolus

- Parce que des alternatives existent à la déshumanisation, à la violence de l'état, à l'exclusion et à la guerre sans limite

- Parce que le mouvement social et associatif marocain a des choses à dire, des expériences à apporter, des perspectives à proposer

Le 1° Forum Social Maroc sera un espace où se retrouverons près de 300 militants, syndicalistes, acteurs associatifs, chercheurs et intellectuels pour mettre en commun leurs réflexions et leurs expériences en vue de construire des alternatives aux logiques du profit et de la guerre, à la pauvreté et au non-développement. Plusieurs rencontres régionales à Marrakech, Beni Mellal, Khémisset, Fès, Oujda, Tanger, Meknès, etc, ont permis de préparer cette première manifestation du genre au niveau du Maghreb. Le 1° Forum Social Maroc se veut un maillon de cette chaîne de solidarité des peuples, initiée depuis le 1° Forum Social Mondial de Porto Alegre contre les diktats des grands organismes financiers et commerciaux, la concentration des richesses, le vol et le pillage, la destruction de notre environnement, la militarisation et le recours systématique à la force, la répression et la violence comme mode de résolution des conflits. Il vise à articuler le travail associatif et les luttes sociales nationales avec le grand mouvement mondial de mobilisation qui se retrouvera une fois de plus à Porto Alegre en janvier 2003 Le 1° Forum Social Maroc se veut un espace pluriel contre la pensée unique néo- libérale, reposant sur les expériences de terrain et animé par la volonté de rechercher en commun par la réflexion et la mobilisation, des voies alternatives pour qu'un autre Maroc soit possible, dans un autre monde possible.

Le comité préparatoire
AMSED - Attac Maroc (groupe de Rabat) - Cerab - Espace associatif - Hamid El Kam - Kamal Lahbib - Leîla Rhiwi

Plus d'information.
http://www.forumsocialmaroc.cjb.net/

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.